

Délégation suisse
près l'OCDE

Swiss_  OECD_Info

[> Contact](#)

[> Se désabonner](#)

[> A propos](#)

[> OCDE](#)

No. 35 / décembre 2008

Table des matières

1.	Croissance en baisse : « Perspectives économiques de l'OCDE »	2
2.	Accroissement des besoins en énergie : « <i>World Energy Outlook 2008</i> »	3
3.	Limitation des investissements dans la recherche : « <i>Science and Technology Outlook</i> »	4
4.	Trop peu de redistribution : « Perspectives économiques de l'Amérique latine 2009 »	5
5.	Atterrissage brusque : « Examen économique des Etats-Unis »	6
6.	Publications « durables » : Bond technologique avec l'« <i>Espresso Book Machine</i> »	7
7.	Autres publications	7
8.	Calendrier	7

How much
do you think
you know?

[OECD Web-Quiz](#)

on Sustainable Development

1. Croissance en baisse : « Perspectives économiques de l'OCDE »

[Les Perspectives économiques](#) publiées récemment présentent une image plutôt sombre de l'économie mondiale. La crise financière sévissant depuis cet automne a eu des effets plus durs que prévus sur l'économie réelle. Sur les trente pays de l'OCDE, vingt doivent compter sur une croissance négative en 2009 (voir [la carte mondiale de la croissance](#)). Le chômage va augmenter dans toute la zone OCDE. Les marchés financiers demeureront fragiles jusqu'à l'automne 2009.

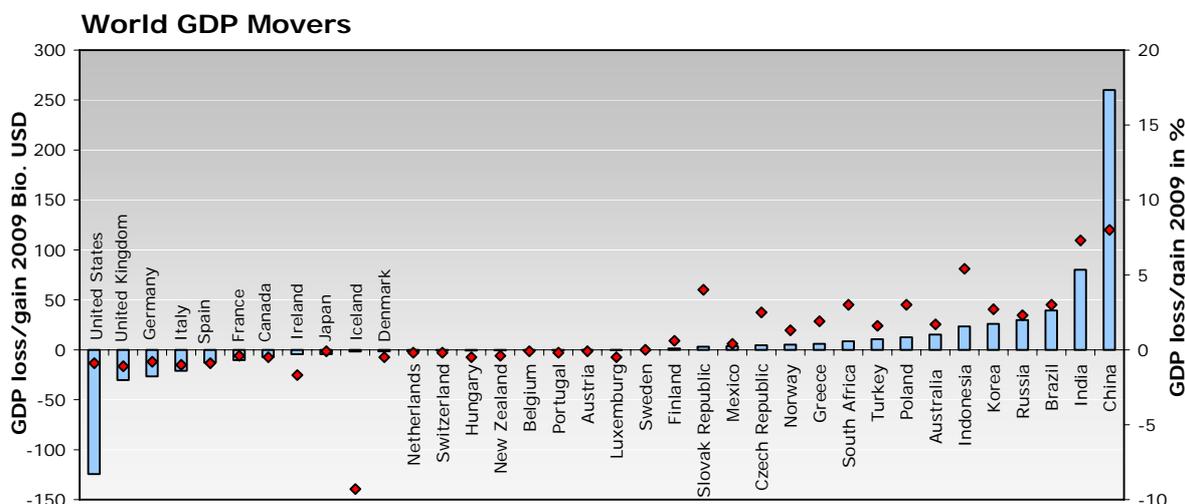
Si l'on prend l'économie mondiale dans son ensemble, on se rend compte de l'importance prise par les pays émergents et en particulier la Chine. Malgré le recul de leur croissance, les BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine), au vu de leur grande taille, seront de loin les locomotives les plus importantes de l'économie mondiale l'année prochaine. Ils constituent les principaux générateurs de la croissance avec quelques autres pays de la zone du Pacifique (Corée, Australie), la Pologne, la Turquie et l'Afrique du Sud. Il est également impressionnant de voir à quel point les grands pays du G7 influencent le cours des choses. A elles seules, les croissances négatives des Etats-Unis (-0.9%), de la Grande-Bretagne (-1.1%) et de l'Allemagne (-0.8%) peuvent freiner sensiblement la croissance générale. Tous les autres pays, que leur croissance soit

négative ou positive, n'ont pratiquement aucune influence sur le résultat d'ensemble.

L'économie des Etats-Unis se contractera au cours du premier semestre de 2009 et se redressera ensuite légèrement. Le taux de croissance annuel sera de -0.3% en 2009 et de 2.3% en 2010. Le taux de chômage s'élèvera à 7.3% en 2009 (2010 : 7.5%). Dans la zone euro, la baisse des prix de l'immobilier et une pénurie sur le marché du crédit entraîneront un fort recul du PIB lors du premier semestre. La croissance du PIB se situera en 2009 à -0.1% et en 2010 à 1.9%, alors que le chômage s'élèvera à 8.6% en 2009 (2010 : 9%). Au Japon, l'activité économique stagnera dans le second semestre. Le taux de croissance attendu se situera à 0.3% en 2009 et à 0.9% en 2010. Le chômage restera à un niveau de 4.4% en 2009 et 2010.

En Suisse, la récession sera moins forte que dans beaucoup d'autres pays de l'OCDE. Des exportations en baisse et une contribution plus modeste de l'important secteur financier feront reculer l'économie de 0.2% en 2009, (les plus récentes prévisions suisses annoncent même un recul de 0.8%), alors qu'en 2010 la croissance devrait rebondir de 1.6%. Des taux de chômage de 3.9% et de 4.2% sont attendus en 2009 et 2010.

[> Table des matières](#)



2. Accroissement des besoins en énergie : « World Energy Outlook 2008 »

La crise économique actuelle fait un peu d'ombre à la récente publication des [Perspectives énergétiques mondiales](#), présentées chaque année par l'[Agence internationale de l'Énergie \(AIE\)](#). La crise va certes atténuer à court terme la croissance de la consommation d'énergie, mais les tendances à long terme ne s'inversent pas : l'AIE prévoit que les besoins en énergie vont croître de 45% entre 2006 et 2030 (1.6% par an). Durant cette même période, le pétrole, le gaz et le charbon constitueront, avec 80%, l'essentiel de l'énergie consommée. Sauf revirement majeur des politiques environnementales, l'AIE s'attend à un doublement des émissions de CO₂ (jusqu'à 1000 parties par million d'équivalent CO₂) et à un probable réchauffement climatique de 6°C.

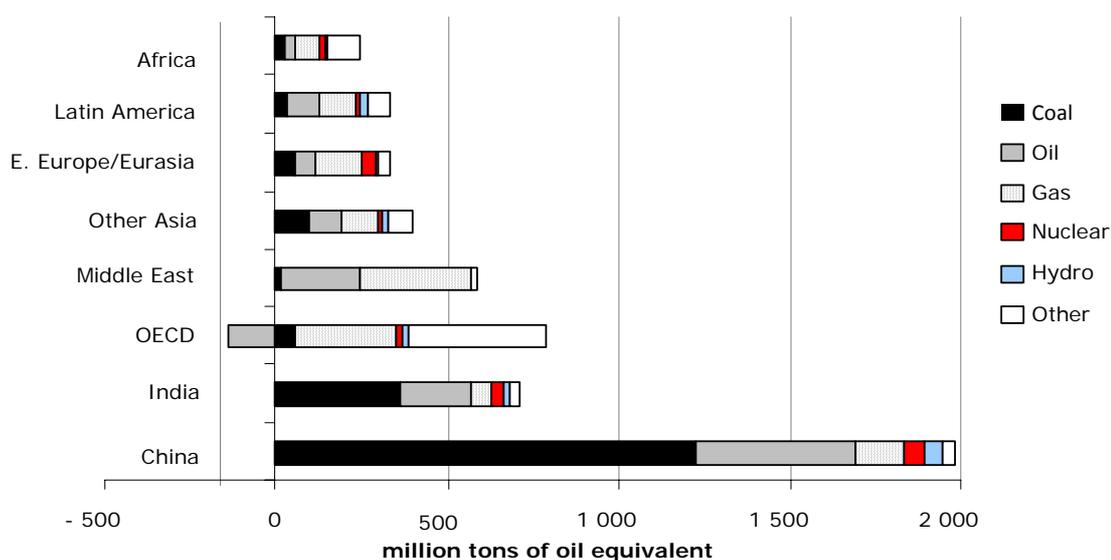
Les énergies renouvelables verront augmenter leur part aux énergies primaires, en particulier pour la production d'électricité. La Chine et l'Inde consommeront à elles seules, en raison de leur croissance, la moitié de l'augmentation des besoins énergétiques d'ici 2030, les pays de l'OCDE seulement 23%. Les trois quarts de la consommation supplémentaire de pétrole d'ici 2030 seront dus au secteur des transports. Même si les voitures et camions consomment toujours moins, cette évolution technologique sera contrebalancée par l'augmentation du nombre de véhicu-

les, surtout en Asie : d'ici 2030, l'AIE prévoit que leur nombre passe de 650 millions à 1.4 milliard.

Les coûts de production de l'énergie prendront l'ascenseur puisque l'accès aux gisements pétrolifères et de gaz deviendra de plus en plus difficile. Le pic de la production pétrolifère ne sera pas atteint avant 2030, de nouveaux gisements compensant pratiquement la productivité déclinante des sources d'approvisionnement actuelles. La part principale de la production supplémentaire viendra de gisements de gaz et de nouvelles sources plus coûteuses pour leur exploitation (sables bitumineux au Canada). Pour le moment, les investissements dans ces nouvelles sources d'approvisionnement restent toutefois à un niveau trop modeste et la crise économique va encore accentuer cette situation à moyen terme. La domination actuelle des multinationales pétrolières occidentales privées va disparaître: d'ici 2030, 80% de la production de l'énergie fossile passeront dans les mains d'entreprises nationales des pays d'origine. Quasiment toute la production d'énergie se fera dans des pays non-membres de l'OCDE, en particulier en Russie et au Proche-Orient. Les autres pays resteront fortement dépendants pour leur développement économique de ces régions politiquement très fragiles.

[>Table des matières](#)

Incremental Primary Energy Demand 2006-2030



3. Limitation des investissements dans la recherche : « Science and Technology Outlook »

La crise financière actuelle freine non seulement le développement économique mais aussi les investissements dans les techniques innovatrices, comme les technologies de l'information, les bio- et nanotechnologies. L'instabilité actuelle va, du moins à court terme, diminuer la propension à investir des capitaux dans les entreprises qui développent de nouveaux produits dans le secteur de la haute technologie. La croissance des dépenses dans la recherche s'est ralentie ces dernières années, selon le « [Science and Technology Outlook](#) » de l'OCDE : de 1996 à 2001, elle s'élevait annuellement à 4,6% et de 2001 à 2005 à 2,5%. En 2006, 818 milliards de dollar ont été dépensés dans le monde pour la recherche et le développement (R&D). La part des pays émergents à ces dépenses mondiales est montée de 11,7% en 1996 à 18,4% en 2005, celle des Etats-Unis étant à 35%, celle de l'UE à 24% et celle du Japon à 14%. Dans la plupart des pays de l'OCDE, le secteur privé est le principal investisseur en R&D. Leur part a considérablement augmenté durant la dernière décennie, même si l'on constate un net ralentissement depuis 2001.

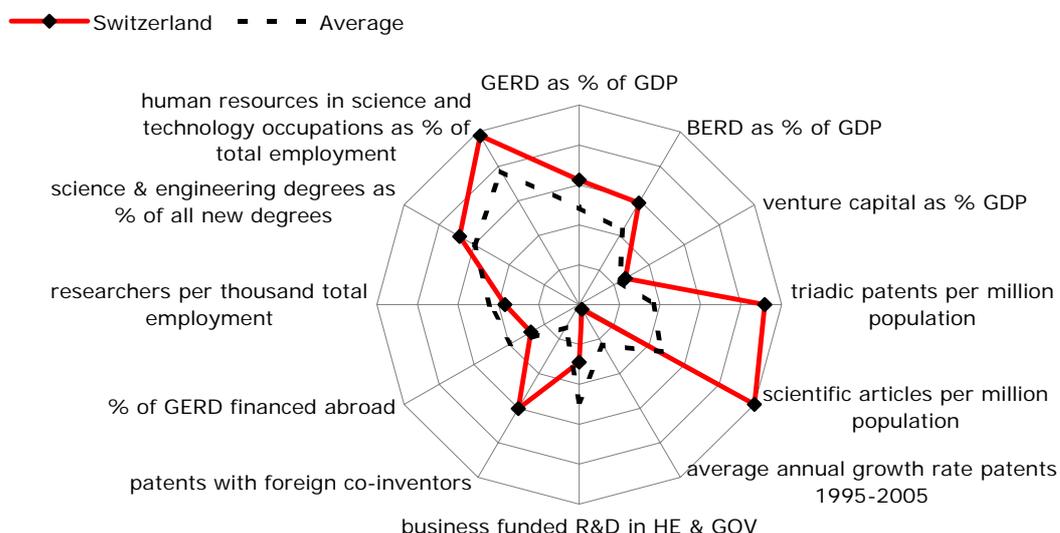
Les gouvernements essaient d'appliquer des stratégies de croissance pour augmenter la capacité d'innovation. La mondialisation croissante des activités de R&D oblige les Etats à disposer de conditions cadre pour attirer des investissements dans les secteurs

économiques innovants. Un enseignement supérieur excellent, un marché du travail ouvert et flexible, une concurrence intense, des modèles de partenariat public-privé et un régime fiscal attractif sont indispensables pour attirer les meilleurs spécialistes et les capitaux. Le soutien direct de l'Etat à la recherche fondamentale et aux entreprises innovantes peut, grâce à ses retombées économiques (*spillover*), entraîner un avantage social, mais cela reste difficilement mesurable. L'OCDE s'apprête à développer des indicateurs capables d'effectuer de telles mesures. Dans le cadre de sa [stratégie sur l'innovation](#), l'OCDE développe d'autres indicateurs qui essaient de comptabiliser les activités d'innovation dans les entreprises. L'analyse des données des entreprises a révélé trois modes d'innovation : l'innovation sur le produit, l'innovation sur le procédé (processus de fabrication) et l'innovation dans l'organisation et la commercialisation).

Bien que la Suisse se classe parmi les pays les plus performants de l'OCDE en matière d'investissements dans la R&D, avec 2,9% du PIB (2004), ses dépenses stagnent. 70% des fonds investis dans la recherche proviennent du secteur privé (*business expenditure on R&D = BERD*), le reste du secteur public (*government expenditure on R&D, = GERD*). La part du secteur privé est dominée par les multinationales qui réalisent cependant leurs projets de recherche souvent à l'étranger.

[>Table des matières](#)

Switzerland: Science and Innovation Profile



4. Trop peu de redistribution : « Perspectives économiques de l'Amérique latine 2009 »

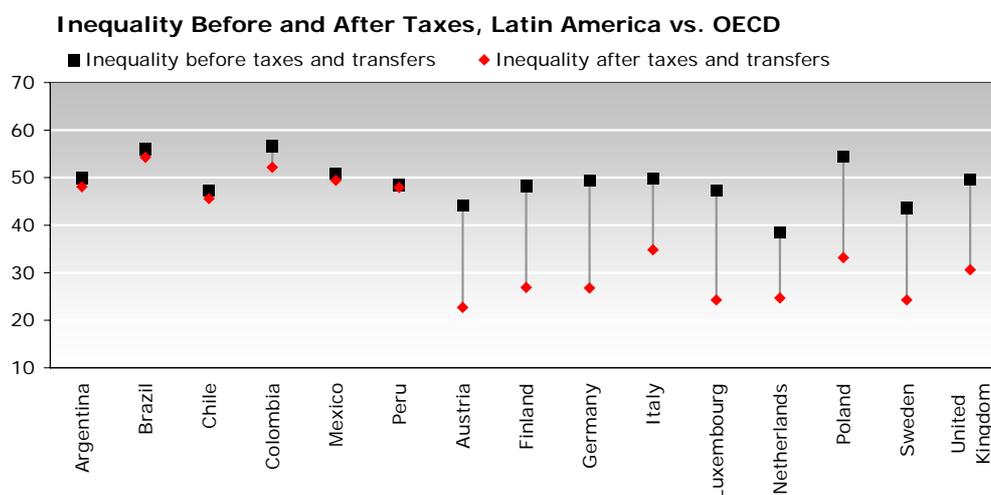
Le Secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, a présenté lors du récent Sommet ibéro-américain à San Salvador la version 2009 des « Perspectives économiques de l'Amérique latine ». Cette publication, qui émane du Centre de développement (auquel participent le Mexique et trois pays latino-américains non-membres de l'OCDE : Colombie, Chili et Brésil), étudie cette année l'impact des politiques fiscales sur la croissance économique et sur la réduction de la pauvreté.

Les politiques fiscales des pays latino-américains doivent accorder une attention particulière à la lutte contre la pauvreté, compte tenu de l'immense déséquilibre qui existe entre les riches et les pauvres. Pour une telle réorientation fiscale, il est important d'augmenter la part des impôts directs qui concernent en particulier la population aisée. Ces impôts ne constituent en Amérique latine que 4% de toutes les recettes fiscales (27% dans la zone OCDE). L'imposition dans cette région, qui est en général relativement basse (23% du PIB contre 42% dans la zone OCDE pour la période 1990-2006), réduit la marge de manœuvre des gouvernements pour leurs politiques sociales, ce qui se répercute sur leurs politiques de redistribution, mesurable par le coefficient de Gini (0 = égalité de tous les revenus, 100 = concentration maximale du revenu disponible sur une personne). Les inégalités après déductions des impôts se réduisent dans les pays européens en

moyenne de 19 points sur l'échelle de Gini et de seulement 2 points en Amérique latine. En 2008, la politique fiscale du Brésil, l'un des cinq pays bénéficiant d'un engagement renforcé avec l'OCDE, n'a réduit l'inégalité sociale que de 1.7 pour atteindre 54.3 points sur cette échelle. Au Luxembourg, l'inégalité après redistribution se monte à 24.3 points (réduction de 22.9 points). A titre de comparaison, en Suisse, l'inégalité après déduction de tous les impôts était en 2005 de 28 points sur l'échelle de Gini.

Cette étude met en exergue quelques réalités préoccupantes, notamment le lien entre élections et dépenses publiques. Ces dernières augmentent en moyenne de 0.7 points de pourcentage du PIB durant les années électorales, un signe de l'utilisation parfois massive dans certains pays des fonds de l'Etat à des fins électorales. Il est inquiétant aussi de constater que dans beaucoup de pays latino-américains, une grande partie des populations n'est pas imposée, leurs revenus étant inférieurs au seuil d'imposition. Ainsi, au Brésil, au Chili, en Colombie et au Costa Rica, plus de 90% de la population ne paient pas d'impôts directs. Pour consolider les jeunes démocraties latino-américaines et permettre aux populations de s'approprier davantage les institutions démocratiques, il est important d'inclure d'autres parties de la population dans un système fiscal qui assure la redistribution équitable des richesses.

[> Table des matières](#)



5. Atterrissage brusque : « Examen économique des Etats-Unis »

Suite à l'éclatement de la bulle immobilière, l'économie américaine traverse en ce moment une période difficile. La crise financière s'est répercutée sur l'économie réelle et l'économie est maintenant en récession. La banque centrale américaine (*Federal Reserve*) et le ministère des finances (*Treasury Department*) ont réagi en baissant les taux et en adoptant des programmes de relance pour éviter que des effets d'entraînement entre l'économie financière et l'économie réelle ne créent une spirale vers le bas.

Dans son [rapport sur la politique économique des Etats-Unis](#), publié tout récemment, l'OCDE soutient les mesures prises par la *Federal Reserve* et le *Treasury Department*, telles les baisses des taux, l'achat des titres pourris et les programmes de relance pour renforcer le système financier et l'économie réelle. L'Organisation indique cependant que les taux doivent retrouver un niveau neutre une fois la situation normalisée et que les paquets fiscaux doivent être actuels, temporaires et ciblés. Les plans de sauvetage du secteur financier doivent, selon l'Organisation, calmer les marchés financiers et épargner les contribuables.

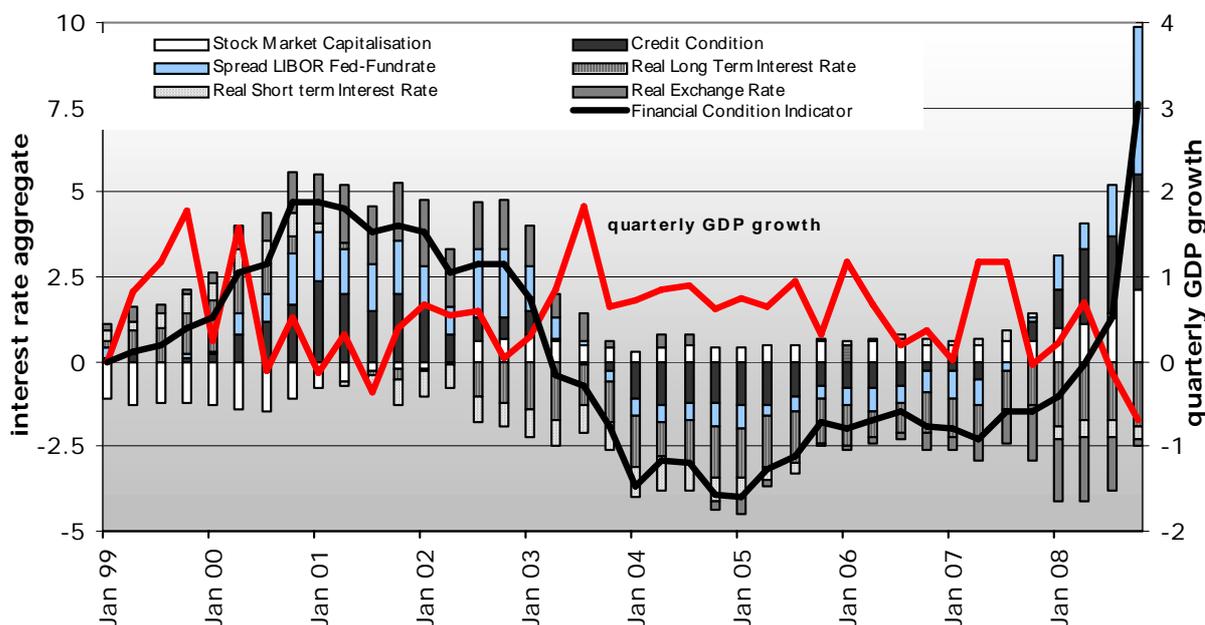
Pour l'OCDE, la cause essentielle de la crise financière doit être cherchée dans la struc-

ture segmentée de la réglementation des marchés financiers. Elle recommande ainsi une réglementation cohérente qui couvre l'ensemble des marchés financiers (banques, assurances, fonds, titres non cotés) et une autorité de surveillance unique. Elle approuve le plan du *Treasury Department* d'instituer trois régulateurs compétents pour garantir la stabilité du système, surveiller les institutions financières et protéger les consommateurs. Elle critique en revanche le fait que le plan ne prévoit pas de réglementation pour les fonds d'investissement (*hedge funds*) et les sociétés de *private equity*.

Un chapitre particulier est consacré à la politique de santé des Etats-Unis qui a un besoin urgent de réformes. Bien que les citoyens américains dépensent le plus au monde par habitant pour la santé, une partie importante de la population n'a pas un accès suffisant aux prestations de santé. L'OCDE propose dès lors de subventionner directement les assurances maladie conclues par des personnes aux revenus modestes. Pour que les primes individuelles ne dépendent pas entièrement de l'état de santé de l'assuré, elle recommande en outre de réunir les assurés dans un pool afin de mettre en commun les risques.

[> Table des matières](#)

US- Economy: Financial Conditions Mirror GDP Growth



6. Publications « durables » : Bond technologique avec l'« Espresso Book Machine »

Afin de réduire l'empreinte carbonique de ses nombreuses publications, l'OCDE a expérimenté au début de décembre en Australie une diffusion plus « verte » de ses livres. Habituellement, les études de l'OCDE arrivent avec beaucoup de retard dans les pays éloignés et leur transport a un impact environnemental considérable. Une nouvelle [technologie](#), l'*Espresso Book Machine*, permet en peu de temps, à l'instar d'une machine à café, de commander un livre et de le recevoir en version relié. Cela raccourcit les délais de transport et évite une surproduction. De telles machines sont pour l'instant disponibles à la Banque mondiale à Washington, à Melbourne et à la Bibliotheca Alexandrina en Egypte.

Pour ce premier essai en Australie, l'OCDE n'a pas choisi par hasard [« Les essentiels de l'OCDE : Le développement durable »](#). Cette publication analyse le rapport entre le développement durable et la croissance économique. L'Organisation ne veut pas en rester là. Les publications traditionnelles de l'OCDE seront aussi bientôt diffusées par ce moyen aux Etats-Unis, au Canada et en Australie.

Les gains pour l'Organisation et l'environnement ne sont pas négligeables : la livraison est accélérée et chaque livre imprimé et vendu en Australie représente 5.8 kg d'émissions de carbone en moins.

L'OCDE propose un [quiz](#) pour parfaire vos connaissances sur le développement durable.

[> Table des matières](#)

7. Autres publications

- ❖ [Coûts de l'inaction sur des défis environnementaux importants](#)
Paris, 24 octobre 2008
- ❖ [Forum mondial de l'OCDE sur le développement durable](#) : appel à plus d'investissements pour garantir l'accès à l'eau et l'assainissement des eaux usées
Paris, 3 décembre 2008

[> Table des matières](#)

8. Calendrier

- ❖ L'efficacité de l'énergie : atelier organisé par [l'Agence Internationale de l'Energie \(AIE\)](#)
Paris, 21-23 janvier 2009
- ❖ Conférence parlementaire sur la cohérence des politiques de migration et le développement, organisée par l'OCDE, la Commission et le Parlement européen
Bruxelles, 12 février 2009
- ❖ Séminaire à haut niveau de parlementaires sur la crise financière et économique, organisé par l'OCDE
Paris, 19 février 2009

[> Table des matières](#)